

Laissons les guerres produire leurs effets incroyablement bénéfiques sur la fortune de Voltaire, et venons-en au moment où il parvient enfin à faire partie des investisseurs les plus importants du royaume. Nous sommes en 1756, et voici que Marie-Thérèse d'Autriche décide de tenter de reprendre la Silésie des mains du roi de Prusse Frédéric II. Elle vient tout juste de faire basculer le royaume de France dans son camp. Quant à Voltaire, il est enchanté de reprendre le grand jeu des guerres contre son ancien "héros".

Au summum de la jouissance : la finance internationale

Le 27 août 1756, Voltaire s'adresse à son vieil ami le duc de Richelieu qui est en passe d'obtenir le commandement d'une armée française dans le Hanovre :

"Nous attendons toujours des nouvelles consolantes de quelque petit commencement d'hostilités. Le feu peut se mettre tout d'un coup aux quatre coins de l'Europe. Quel plaisir pour vous autres héros !"

Mais oui, bien sûr... Quant à la piétaille - c'est-à-dire le travailleur de base de ces entreprises multinationales qui se partagent les champs de bataille -, Voltaire sait-il la part qu'elle prend dans le budget des armées ? Évidemment (lettre à François-Louis Allamand, 17 septembre 1756) :

"Tout est bien, tout est mieux que jamais. Voilà deux ou trois cent mille animaux à deux pieds qui vont s'égorger pour cinq sous par jour."

Qu'est-ce donc que cela ? Prenons un manouvrier parisien : la rémunération de sa journée de travail pouvait atteindre environ dix ou onze sous... Comment les entrepreneurs de guerres n'auraient-ils pas fait fortune et leurs financiers avec eux ?

Parmi ces derniers, voici Voltaire qui écrit à son homme d'affaires, le négociant et banquier de Lyon Jean-Robert Tronchin :

"Ne croyez-vous pas les troubles d'Allemagne préjudiciables au commerce de Lyon ? Ne serait-il pas à propos de mettre quelque chose dans les fonds publics de Paris ? Pourriez-vous à votre loisir, Monsieur, me communiquer vos idées ?"

Gardons à l'esprit que, s'il mène ses affaires depuis Lyon, ce Tronchin-là appartient à l'une des familles patriciennes les plus éminentes de Genève, et que c'est essentiellement en liaison avec lui que Voltaire devait s'empresse, dans les années suivantes, de "monter" la prétendue "affaire Calas" qui ne correspond pas du tout à ce qui nous en a été dit.

Ranimons une fois encore la flamme de notre jouissance (lettre à la duchesse de Saxe-Gotha, 11 octobre 1756) :

"Voilà déjà environ vingt mille hommes morts pour cette querelle, dans laquelle aucun d'eux n'avait la moindre part. C'est encore un des agréments du meilleur des mondes possibles."

Ne négligeons surtout pas de nous endurcir : nous serions bien bêtes de manquer la moindre spéculation rien que par excès de délicatesse (à Jean-Robert Tronchin, 14 octobre 1756) :

"Quand le dernier des Autrichiens, mon cher Monsieur, aurait tué le dernier des Prussiens, cela n'empêcherait pas qu'il fallût songer à ses petites affaires. Si vous voulez prendre quelques coupons d'annuités, à la bonne heure. Si vous croyez les emplois de Lyon très sûrs, j'aime encore mieux mon magot à Lyon entre vos mains que partout ailleurs."

Thématique semblable auprès de la comtesse de Lutzelbourg (lettre du 27 décembre 1756) :

"Il y a douze mille ouvriers à Lyon qui mendient leur pain parce que le roi de Prusse a dérangé le commerce de Leipzig et ce monarque prétend que Leipzig lui a encore beaucoup d'obligation. La famine menace la Saxe et la Bohême. Laissons les hommes faire leurs communs malheurs et jouissons de notre heureuse tranquillité, vous à l'île de Jard, et moi aux Délices."

Les rapaces de la finance européenne

En prenant appui sur la Correspondance de ce criminel de guerre qu'est l'illustre Voltaire - un modèle de vertu pour la jeunesse de France, et une autorité morale sans exemple pour tous les adultes de notre beau pays -, nous pouvons même obtenir une évaluation sans doute assez juste de ce que représentait quantitativement l'élite de la finance européenne directement intéressée aux divers massacres qui